

# Vingt-cinq après leur création Les groupements sont-ils en panne?

Selon une enquête « **Les Échos Études** », l'évolution des groupements, vingt-cinq après leur création, marque le pas. Quant aux enseignes, elles fédèrent aujourd'hui moins d'une officine sur trois.

● Un quart de siècle après son apparition, le réseau des groupements de pharmacie serait-il peu mature comparé aux autres canaux de la distribution ? C'est en tout cas le constat résultant d'une récente enquête réalisée par « Les Échos Études » auprès de 22 groupements. Intitulée « Les perspectives des groupements et des enseignes de pharmacie. L'enseigne est-elle l'avenir de l'officine ? » (1), l'étude souligne ainsi l'hétérogénéité des structures, tant dans leur nombre d'adhérents que dans leur couverture géographique. « *Cela s'explique à la fois par un certain conservatisme de la profession, encore très attachée au mode d'exercice du commerce indépendant, et à une réglementation stricte qui éloigne de plus en plus la pharmacie des évolutions actuelles de la distribution de détail et d'e-commerce* », constate Hélène Charrondière, directrice du pôle Pharmacie-Santé des « Échos Études ».

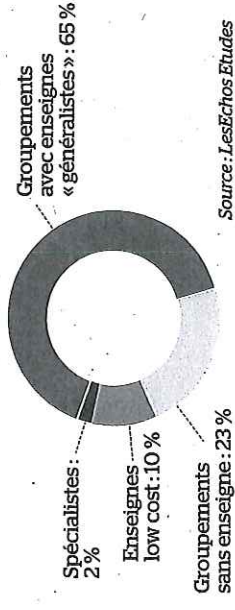
Et si, à trop vouloir protéger la profession officielle de la concurrence externe, le législateur prenait le risque de creuser l'écart entre les pharmaciens, les nouvelles attentes des clients et des circuits concurrents de plus en plus offensifs ? Hélène Charrondière fait allusion aux programmes de fidélité, à la personnalisation de l'offre e-couponing et au paiement mobile « *freinés par la réglementation en pharmacie, alors que cette dématérialisation permet dans les autres canaux de distribution de proposer plus de services et une offre personnalisée* ». Sans compter l'avantage pour les enseignes de recueillir des données encore plus riches sur les comportements d'achats.

## Des adhérents indisciplinés

Concernant les enseignes, l'enquête relève leur faible représentation : près d'un quart des groupements étudiés ne possède pas d'enseigne et seulement 30 % des officines adhèrent à ce concept. L'étude y voit là un autre marqueur de la faible maturité du réseau, le positionnement et l'offre des enseignes de pharmacies répondant aux défis auxquels la profession est confrontée. « *Elles ont une vision claire de l'officine de demain, proposent une offre complète de services aux adhérents, anticipent pour certaines le virage digital* », énumère Hélène Charrondière.

L'auteur de l'étude regrette cependant que, apparues il y a une dizaine d'années en réaction à la menace des autorités européennes sur les conditions d'exercice, les enseignes restent en retrait, peinant à passer d'un mode défensif à un mode offensif. « *Si elles n'ont pas encore pris de positions fortes sur le marché officiel, c'est qu'elles sont, d'une part,*

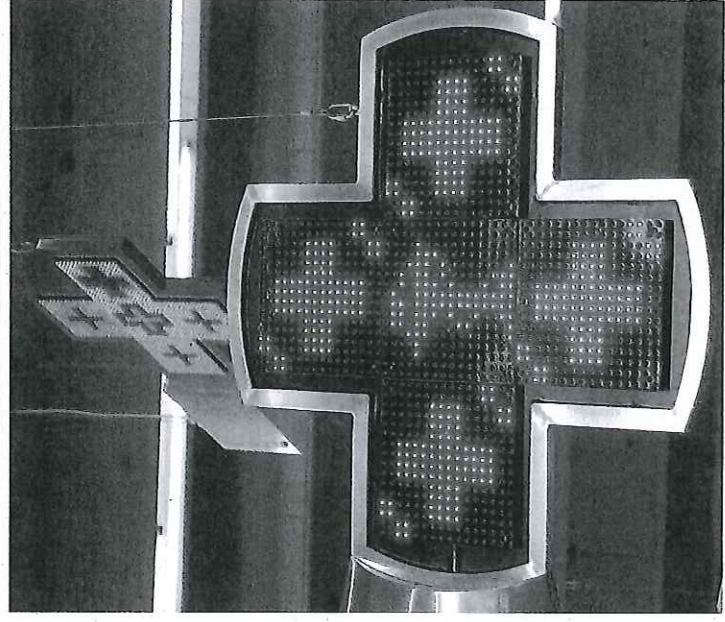
## Un groupement sur quatre n'a pas d'enseigne



## ROSP générique 2015 Les syndicats opposés à une baisse de la prime

● Tandis que l'assurance-maladie entend faire évoluer les modalités de calcul de la rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP) pour la substitution générique en 2015, les syndicats d'officinaux préviennent que celle-ci ne doit pas être inférieure à celle perçue pour 2014.

Pour la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPP), les nouveaux mécanismes envisagés par l'assurance-maladie peuvent convenir mais ce sont les curseurs présentés qui ne sont pas bons. Son vice-président, Philippe Besset, craint ainsi que l'enveloppe globale octroyée à la ROSP générique diminue de près 20 %, passant de 143 millions d'euros en 2014 à 110-120 millions d'euros en 2015. Pas question pour le syndicat d'accepter une quel-



Les enseignes peinent encore à se développer

*freinées par l'impossibilité actuelle de faire de la publicité auprès des consommateurs, et que, d'autre part, les pharmaciens adhérents ne sont pas suffisamment disciplinés.* »

Les taux d'adhésion au concept d'enseigne traduisent cette frilosité. Sur les 17 groupements étudiés ayant développé une enseigne, moins de la moitié recueille un taux d'adhésion de 100 % de la part de leurs adhérents à ce concept. Dans ces conditions, les enseignes, aussi intelligentes et visionnaires soient-elles, peuvent-elles réussir leur percée au sein d'une profession qui n'est pas prête à adhérer massivement à une organisation en commerce associé ?

Manifestement la profession, qui identifie pourtant les groupements comme le meilleur soutien pour relever ses défis, tarde à faire évoluer sa forme actuelle d'organisation. Un paradoxe que ne manque pas de relever Hélène Charrondière : « *Lorsqu'on interroge les pharmaciens titulaires, plus d'un tiers affirme que leur groupement est l'acteur qui les accompagne le mieux pour faire face aux évolutions actuelles de la profession. Loin devant les syndicats professionnels et l'Ordre (2).* »

Il faut cependant rendre justice aux groupements. S'ils marquent du retard à se structurer en enseignes, ils ont franchi un pas important avec la création de leur syndicat Federgy, essentielle pour porter une voix commune auprès des autorités de santé, des politiques et des médias. « *Cette étape sera-t-elle pour autant suffisante pour faire évoluer la profession et moderniser les conditions d'exercice ?* », s'interroge l'auteur de l'étude, convaincue que la rupture viendra du changement de modèle économique de la profession.

● M. B.

(1) « **Les Échos Études** », Hélène Charrondière et Marion Baschet-Vernet, septembre 2015, 150 pages, 2750 euros HT.

(2) Source : « **Les Échos Études** » et Celtipharm, enquête auprès de plus de 400 pharmaciens d'officine (janvier 2015).

## En bref

### Rencontres USPO Rendez-vous le 9 octobre

Les 8<sup>es</sup> Rencontres de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) se tiendront le 9 octobre prochain au Conseil économique, social et environnemental (CESE) de 9 heures à 16 heures. Au programme, deux tables rondes : la première sur l'accompagnement et l'observance des patients et la seconde, sur la comparabilité entre les « piliers » de l'officine et l'évolution de la profession. Ces 8<sup>es</sup> Rencontres seront aussi l'occasion pour le syndicat de présenter son programme pour les élections aux Unions régionales des professionnels de santé (URPS). Point d'orgue de la journée, un débat entre Gilles Bonnefond, président de l'USPO, et Nicolas Revel, directeur général de l'assurance-maladie.

### Iatrogénie

### La campagne du LEEM touche sa cible

Plus de huit seniors sur dix ont été touchés par la campagne de lutte contre la iatrogénie médicament, orchestrée en mai et juin derniers, dans la presse grand public, dans les cabinets médicaux et dans les pharmacies par le LEEM (Les Entreprises du médicament). « *Les résultats montrent un très fort intérêt des seniors pour ce sujet, ainsi que leur volonté de changer de comportements* », indique le LEEM, en précisant que 70 % des seniors se sentent concernés et plus de 60 % se considèrent alertés par cette publicité. Enfin, près des deux tiers ont l'intention d'en parler à leur médecin traitant ou à leur pharmacien. Selon le LEEM, « *l'implication forte de l'ensemble des acteurs de la chaîne du médicament devrait permettre d'amplifier*

*fier les changements de comportement de manière durable* ».

### DMP

### Les patients créeront leur dossier

Selon le site spécialisé Hospimedia, les patients pourront créer leur dossier médical partagé (DMP) à partir de la fin 2016, sans passer par leur médecin traitant. Il est prévu au projet de loi de Santé, en cours d'examen au Sénat, que le DMP soit géré par l'assurance-maladie. En se connectant à leur espace personnel sur Ameli.fr, les patients se verront proposer systématiquement la possibilité de disposer d'un DMP qui, une fois créé, verra son existence spécifiée sur la carte Vitale. Le patient pourra toutefois déterminer les professionnels de santé qui y auront accès. La CNAMTS envisage également de mettre en œuvre un intéressement des professionnels à l'alimentation du DMP dans le cadre de la rémunération sur objectif de santé publique (ROSP).

### Mediator

### Servier a déjà versé 12 millions d'euros

Accusé de ne pas indemniser correctement les victimes du Mediator, Servier continue à se défendre. Après avoir mis en ligne un « *état actualisé des indemnisations de patients par les Laboratoires Servier* », le groupe a publié un communiqué pour informer que 12 millions d'euros ont déjà été versés aux victimes. Il rappelle que, en plus de 4 ans, il a émis 1 282 offres d'indemnisation dont « *485 sont en attente d'une réponse des patients et seulement 3 % de ces offres ont été refusées* ». À fin août, 748 indemnisations ont été versées aux patients.

Chaque semaine, retrouvez une définition du nouveau dictionnaire électronique de l'Académie Nationale de Pharmacie\*.

## Mélatonine

**Synonyme(s) :** N-acétyl-5-méthoxytryptamine, N-[2-(5-méthoxy-1H-indol-3-yl)éthyl]acétamide n.f. (DCI). Hormone possédant une structure indolique, synthétisée à partir de la sérotonine et sécrétée par la glande pinéale (épiphyse), principalement la nuit, avec un pic vers 3 à 5 heures du matin chez l'humain, car sa sécrétion est inhibée par la lumière. Est impliquée dans la régulation des cycles circadiens et dans l'induction du sommeil, régule différentes sécrétions hormonales et exerce une action antigonadotrope. Agit par des récepteurs MT1 et MT2. Possède des propriétés antioxydantes puissantes.

\*Retrouvez la définition complète de ce mot et de nombreux autres sur dictionnaire.acadpharm.org

Académie nationale de Pharmacie  
Saint-Polysse - Médicament - Produits de santé - Biologie - Santé et environnement